



Modification partielle du plan d'aménagement local de Boudry Secteur « Champ Creux »

Arrêté portant modification du plan d'aménagement local

1. Auteur du règlement

urbaplan
rue saint-maurice 13 - cp 3211
2001 neuchâtel

Neuchâtel, le 17 septembre 2024

2. Signature

Au nom du Conseil communal,

Le/La Président(e)

Le/La Secrétaire

Boudry, le _____

3. Préavis

Le/La Conseiller(ère) d'Etat,

Chef(fe) du Département de la gestion du territoire,

Neuchâtel, le _____

4. Adoption

Par arrêté de ce jour,

Au nom du Conseil Général,

Le/La Président(e)

Le/La Secrétaire

Boudry, le _____

5. Mise à l'enquête publique

du _____ au _____

Au nom du Conseil communal,

Le/La Président(e)

Le/La Secrétaire

Boudry, le _____

6. Approbation

Par arrêté de ce jour,

Au nom du Conseil d'Etat,

Le/La Président(e)

Le/La Chancelier(ère)

Neuchâtel, le _____

7. Sanction

Par arrêté de ce jour

Au nom du Conseil d'Etat,

Le/La Président(e)

Neuchâtel, le _____

Le/La Chancelier(ère)

PILOTE

urbaplan

**AMENAGEMENT, URBANISME,
ENVIRONNEMENT**

Urbaplan

Norbert Jouval, Vasco Costa
rue saint-maurice 13
cp3211 – 2001 neuchâtel
tél. +41 58 817 01 10
www.urbaplan.ch
certifié iso 9001:2015

Arrêté portant sur la modification partielle du plan d'aménagement local de Boudry, secteur « Champ Creux ».

Preamble

Le conseil général de la commune de Boudry,

Vu la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT), du 2 octobre 1991,

Vu le préavis du Département du développement territorial et de l'environnement, du

Sur proposition du conseil communal,

Arrêté :

Article premier

Le plan d'aménagement de Boudry, sanctionné par le Conseil d'État le 10 février 2016, est modifié par le plan portant modification partielle du plan d'aménagement de Boudry, secteur « Champ Creux », daté du 17 septembre 2024

Article 2

Le règlement d'aménagement est modifié comme suit :

Article 16.07 Gravière de la Gare (ZP2.5)

Art. 16.07.01 Description

Alinéa 3 : La surface concernée s'élève à 8.2 ha.

Article 3

- ¹ La présente modification partielle du plan d'aménagement étant liée à un projet particulier planifié en dehors du cadre de la révision générale du plan communal d'affectation des zones au sens de l'article 47e LCAT, sa sanction est soumise à la condition que l'exécution du projet commence dans les deux ans à compter de son entrée en vigueur.
- ² Un nouvel arrêté du Conseil d'État peut prolonger ce délai aux conditions de l'article 47e LCAT.
- ³ Si ce délai n'est pas respecté, le Conseil d'État constatera par un nouvel arrêté que le bien-fonds est retourné à son affectation antérieure, sans autre procédure (art. 98 LCAT).

Article 4

- ¹ Le présent arrêté, préavisé par le Département du développement territorial et de l'environnement, le, est soumis au référendum facultatif.
- ² Il entrera en vigueur, après sa mise à l'enquête publique, à la date de publication de sa sanction par le Conseil d'État dans la Feuille officielle cantonale.

Au nom du Conseil général

Le/La président/e Le/La secrétaire

Boudry, le